

**NOTE**

---

**Objet:                Rapport de synthèse relatif à la session plénière**  
**- Bruxelles, le 20 décembre 2002 <sup>1</sup>**

---

**I.    OUVERTURE DE LA SESSION**

**1.    Présentation par le président du programme de travail pour 2003**

1.    Le président Giscard d'Estaing a ouvert la séance plénière de la Convention en se félicitant des résultats du Conseil européen de Copenhague sur l'élargissement. Il a invité la Convention à se joindre à lui pour féliciter les dix pays avec lesquels les négociations sont désormais terminées.
  
2.    Le président a rappelé l'important volume de travail qui attend la Convention dès le début de 2003 si l'on veut respecter le délai fixé par le Conseil européen de Copenhague pour l'achèvement des travaux de la Convention. La session de janvier de la Convention sera consacrée à une première discussion sur le fonctionnement des institutions, sur la base d'un document de réflexion qui sera diffusé par le Praesidium. Lors de la première des deux sessions de février, on examinera le rapport du Groupe "Europe sociale", et éventuellement la dimension régionale. Dans le même temps, le Praesidium s'est lancé dans la rédaction de projets d'articles du traité, en se fondant sur les travaux de la plénière et sur les rapports

---

<sup>1</sup>    Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:  
<http://european-convention.eu.int>.

des divers groupes de travail. La première série d'articles (Titres I, II et III) est déjà en cours d'élaboration, et devrait pouvoir être présentée à la Convention lors de la plénière de janvier, pour faire l'objet de discussions en février. La deuxième série (Titres V, VII et IX) sera présentée en février et la troisième (Titres IV, VI, VIII et X) sera présentée en mars/avril. Cela permettra à la Convention de disposer à Pâques d'un projet complet pour la première partie du traité; la troisième partie (dispositions générales et finales) sera également diffusée en avril.

3. Parallèlement, on commencera à travailler à la deuxième partie du traité. Le Praesidium a l'intention de communiquer à la Convention, pour la fin du mois de janvier, une analyse des articles du traité actuel, en recensant ceux qui seraient remplacés par de nouveaux articles dans la première partie du nouveau traité, ceux qui devraient l'être dans la deuxième partie (par exemple les dispositions actuelles relatives à la PESC et à la JAI), et ceux qui ne nécessiteraient que certaines adaptations d'ordre technique (afin de tenir compte des nouvelles dispositions dans la première partie). Le Praesidium élaborera les projets d'articles de la deuxième partie qui nécessiteront d'importantes modifications. Quant aux articles pour lesquels une simple adaptation technique sera nécessaire, le Praesidium prévoit que le secrétariat de la Convention travaillera avec un groupe d'experts provenant des services juridiques des trois institutions.
4. Les procédures d'examen des projets d'articles dépendront des résultats des travaux de la plénière. Si les textes sont pour l'essentiel approuvés en plénière, les membres de la Convention seront invités à soumettre ensuite par écrit les points de détail qu'ils souhaiteraient voir pris en compte. En cas de divergences sur le fond, un groupe de discussion, doté d'un mandat spécifique et d'un calendrier serré, pourrait être mis en place. Le Praesidium tient à ce que chaque membre de la Convention soit associé aussi étroitement que possible à la nouvelle phase, cruciale, des travaux de la Convention, et estime que la méthode de travail proposée constitue la meilleure garantie pour que la Convention dégage un consensus aussi large que possible avant l'été.

## **2. Action extérieure**

### **- Débat sur le rapport du groupe VII présidé par M. Dehaene (CONV 459/02)**

#### **i. Présentation du rapport par M. Dehaene**

5. Le vice-président Dehaene, qui préside le groupe VII, a présenté son rapport (CONV 459/02). Il a indiqué qu'un souci partagé de donner davantage de cohérence et d'efficacité à l'action extérieure de l'UE avait dès le départ animé les travaux du groupe et il a présenté certaines des recommandations principales. Le groupe a proposé que les principes et objectifs de l'action extérieure de l'UE soient définis dans le traité (un texte à cet effet a été élaboré), et qu'ils soient traduits en objectifs stratégiques spécifiques par le Conseil européen. Pour ce qui est des compétences, il a été suggéré que le traité mentionne explicitement la compétence de l'Union pour conclure des accords externes couvrant des questions relevant de sa compétence interne. Le groupe a étudié comment les arrangements au sein des institutions et entre elles pourraient être améliorés pour accroître la cohérence et l'efficacité de l'action extérieure. Plusieurs solutions possibles pour améliorer la coordination entre le Haut Représentant et le Commissaire chargé des relations extérieures ont été examinées et une large tendance s'est dégagée en faveur d'une solution qui verrait ces deux fonctions exercées par une seule personne, qui serait membre de la Commission mais recevrait pour la PESC un mandat distinct du Conseil, auquel elle devrait rendre compte. Pour rendre la prise de décisions plus efficace, le groupe est convenu que les dispositions actuelles sur le recours au vote à la majorité qualifiée dans le domaine de la PESC devraient être mieux utilisées; il a recommandé que le traité prévoie la possibilité pour le Conseil européen de décider à l'unanimité d'étendre à l'avenir le recours au vote à la majorité qualifiée. L'idée d'étendre ce type de vote à tous les domaines de la politique commerciale a reçu un large soutien, sans toutefois faire l'unanimité. D'autres recommandations concernent l'amélioration de la cohérence dans la représentation extérieure de l'Union, la politique de coopération au développement et le rôle du Parlement européen.

## ii. Débat en plénière

6. Les membres de la Convention ont accueilli très favorablement les travaux effectués par le Groupe "Action extérieure", et notamment ses efforts pour rapprocher les différents points de vue et définir un terrain d'entente sur les questions relevant de son mandat. Les membres de la Convention ont eux aussi estimé qu'il fallait accroître la cohérence et améliorer l'efficacité, deux thèmes qui ont été évoqués de manière récurrente lors des interventions en plénière. Tous sont convenus que l'Union avait beaucoup à gagner à agir de manière collective sur la scène internationale, et qu'elle devait utiliser de manière cohérente et efficace l'ensemble des instruments à sa disposition. La question au centre des débats a été de savoir quels mécanismes, tant en termes de modification des traités qu'en termes de réforme des méthodes de travail, contribueraient à faire de l'Union un acteur mondial plus fort, capable de défendre ses intérêts et de promouvoir ses valeurs. Certains membres ont toutefois fait valoir que la véritable question à se poser n'était pas celle des mécanismes institutionnels au sein de l'UE mais celle de la volonté et de l'engagement politiques pour ce qui est de dégager des positions communes sur les principales questions politiques.
7. Les questions ci-après ont été abordées.

### Principes et objectifs

8. Les membres de la Convention ont largement soutenu la recommandation du groupe visant à définir clairement dans le traité les principes sous-jacents et les objectifs généraux de l'action extérieure de l'UE. Le texte proposé par le groupe pour définir ces "principes et objectifs" a lui aussi été très bien accueilli. Certains membres ont toutefois regretté qu'il ne soit pas fait référence à la Charte européenne des droits fondamentaux. Certains se sont félicités du fait que les principes et objectifs mentionnent que la politique de développement devrait avoir pour but essentiel d'éradiquer la pauvreté, en particulier dans les pays à faible revenu, tandis que d'autres se sont inquiétés de la possibilité que cette assertion puisse limiter le champ d'action de la politique de développement de l'UE.

#### Lien entre les notions de cohérence et d'efficacité et les structures au sein des institutions

9. Le lien entre l'objectif consistant à accroître la cohérence et l'efficacité de l'action extérieure, d'une part, et l'organisation des institutions et la manière dont elles sont structurées, d'autre part, est apparu évident. Un grand nombre de membres se sont prononcés pour une scission du Conseil "Affaires générales et relations extérieures" en deux formations distinctes, et donc pour la mise en place d'une formation du Conseil spécifiquement consacrée à l'"action extérieure". Plusieurs membres ont estimé que ce Conseil devrait être présidé par la personne exerçant la fonction de Haut Représentant; plusieurs se sont interrogés sur la compatibilité entre les responsabilités de HR et le fait de présider le Conseil, en particulier si une même personne devait cumuler les fonctions de HR et de Commissaire pour les relations extérieures.
10. La recommandation visant à prévoir un point de coordination au sein de la Commission pour tous les volets de l'action extérieure qui relèvent de sa responsabilité a reçu un large soutien; plusieurs intervenants se sont prononcés pour que ce rôle soit confié à un vice-président de la Commission.
11. On a souligné l'importance d'éviter les doubles emplois et d'améliorer la cohérence et l'efficacité au niveau des services et de nombreux intervenants se sont déclarés favorables à ce qu'un service unique soit chargé de l'action extérieure. Plusieurs membres ont déclaré qu'ils approuvaient la création d'un service diplomatique et d'une école de diplomatie de l'UE, tandis que d'autres ont fait valoir que l'on ne pouvait remplacer les structures nationales, et préféreraient que l'on améliore la coopération entre les structures qui existent déjà dans les États membres.

#### Lien entre les notions de cohérence et d'efficacité et les instruments et procédures de prise de décision

12. De l'avis de tous, il faut faire un meilleur usage des possibilités qui existent actuellement pour statuer à la majorité qualifiée dans le domaine de la PESC et prévoir des dispositions permettant une certaine souplesse, telle que l'abstention constructive. Tous sont convenus de l'utilité d'ajouter dans le traité une disposition qui donnerait à l'avenir au Conseil européen la possibilité de décider à l'unanimité d'étendre le recours au vote à la majorité qualifiée. Certains voudraient aller plus loin, en introduisant dès maintenant une extension du vote à la majorité qualifiée dans le nouveau traité afin de faciliter une prise de décisions efficace dans une Union élargie. Ils ont fait valoir que l'existence de la possibilité de recourir au vote à la majorité qualifiée contribuait en soi à l'obtention d'un consensus au Conseil. Certains ont souligné qu'il ne serait pas acceptable qu'un État membre se retrouve en minorité sur une question pour laquelle des intérêts vitaux pour lui sont en jeu, et ils sont donc en faveur d'une clause de sauvegarde pour éviter ce genre de situation.

13. Les propositions visant à étendre le vote à la majorité qualifiée à tous les domaines relevant de la politique commerciale, y compris les services et la propriété intellectuelle, ont reçu un très large soutien. Certains ont cependant souligné que cela ne devrait pas se faire au détriment de l'harmonisation dans des domaines relevant de la politique intérieure. D'autres ont mis en garde contre une extension du vote à la majorité qualifiée dans ce domaine, car ils craignent les incidences que cela aurait pour la répartition des compétences dans des domaines relevant de la politique intérieure.
14. Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'assurer la cohérence entre la coopération au développement et d'autres aspects de l'action extérieure, ainsi que les aspects extérieurs des politiques intérieures. Certains ont souligné qu'il fallait confirmer que la lutte contre la pauvreté reste une préoccupation essentielle des programmes de développement de l'UE. Un certain nombre d'intervenants ont également souligné la nécessité d'assurer une meilleure coordination entre la politique mise en œuvre au niveau européen et les politiques de développement et la mobilisation des ressources au niveau national.
15. Plusieurs membres ont jugé intéressante la proposition visant à inclure dans le traité une disposition concernant les "initiatives communes", qui combindraient différents aspects de l'action extérieure de l'UE et encourageraient donc une approche cohérente.

#### Lien entre la capacité d'agir rapidement dans le domaine de la PESC et la disponibilité de moyens financiers

16. On a souligné qu'il fallait que l'Union soit à même de traduire ses décisions en actions concrètes, et donc veiller à ce que des moyens suffisants soient affectés au volet "PESC" du budget de l'UE. Plusieurs membres de la Convention ont soutenu l'idée selon laquelle la personne assumant les fonctions de HR devrait avoir l'autorité requise pour mobiliser rapidement les moyens financiers nécessaires afin de pouvoir réagir rapidement à l'évolution de la situation sur le terrain.

#### Rôle du Parlement européen

17. De nombreux membres ont estimé que le Parlement européen devrait avoir un rôle accru dans l'action extérieure de l'UE: il devrait recevoir davantage d'informations des autres institutions, jouer un rôle plus important dans la négociation et la conclusion d'accords internationaux (procédure d'avis conforme pour les accords ayant des implications financières pour le budget de l'UE, ou traitant de questions décidées au niveau interne par la procédure de codécision), et tenir régulièrement des débats sur les questions relevant de la PESC avec la personne assumant les fonctions de HR.

## Représentation extérieure

18. La plupart des intervenants ont souligné que la représentation extérieure de l'Union devait être claire et sont convenus que les modalités de la représentation extérieure devraient être conçues de manière à permettre à l'Union de peser sur les événements internationaux. Pour un nombre très important d'orateurs, cela signifie que l'Union devrait chercher à avoir un statut officiel dans les organisations spécialisées compétentes, et si possible en être membre à part entière. Certains ont ajouté que cela ne devrait pas porter préjudice au statut des États membres dans ces organisations. Un certain nombre d'intervenants ont indiqué qu'il fallait examiner plus en détail l'incidence de la représentation de la zone euro dans les IFI. Certains membres ont estimé qu'il était plus important de parler d'une seule voix que d'avoir un porte-parole ou une représentation unique. De l'avis général, la coordination dans les organisations et les conférences internationales devrait être améliorée.

## Relations entre les institutions et les acteurs

19. Les membres de la Convention ont partagé l'analyse du groupe selon laquelle il faudra se pencher sur le rôle du HR pour la PESC et du Commissaire responsable des relations extérieures pour déterminer comment assurer davantage de cohérence entre les décisions de politique étrangère, d'une part, et le déploiement d'instruments dans le domaine des relations extérieures, d'autre part.
20. Plusieurs intervenants ont estimé que ces deux fonctions devraient être fusionnées au sein de la Commission. Certains d'entre eux ont mis en doute la solution énoncée dans les recommandations du groupe, qui prévoient qu'une seule personne exercerait ces deux fonctions ("la double casquette"); d'autres pourraient l'accepter à titre intérimaire. Plusieurs autres orateurs ont déclaré préférer cette option et ont estimé qu'elle présentait l'avantage de respecter les modalités spécifiques pour différents domaines politiques, tout en assurant une cohérence globale.

21. Un certain nombre de membres ont estimé que ces deux fonctions devraient rester distinctes et séparées, tout en recommandant des mesures pratiques pour accroître la coopération et améliorer la cohérence entre les deux domaines politiques. Le rôle du Conseil dans la politique étrangère est déterminant et il faut notamment préserver la relation spécifique que le HR entretient avec les gouvernements et les ministres des affaires étrangères. Par ailleurs, la PESD et les capacités militaires constituent un instrument important à l'appui de la politique étrangère et les responsabilités sur les questions de défense ne pourraient être conférées à la Commission. On a souligné le caractère réaliste de la solution de la "double casquette", les implications que cela pourrait avoir sur la nature et le fonctionnement du collège des commissaires et la difficulté qu'éprouverait une seule et même personne à rendre compte à deux autorités. Certains membres ont estimé qu'il ne serait pas opportun qu'une personne ayant une "double casquette" ou un "représentant extérieur" préside le Conseil "Action extérieure"; d'autres ont jugé plus important, en termes de cohérence, que le HR préside le Conseil plutôt qu'une seule personne combine les fonctions de HR et de Commissaire pour les relations extérieures.
22. Un membre a recommandé de créer un poste de ministre des affaires étrangères de l'UE, qui travaillerait sous l'autorité du président du Conseil européen et exercerait les fonctions du HR actuel, avec en plus des compétences en matière de relations extérieures.
23. Un nombre considérable d'intervenants ont estimé que la question des rôles du HR et du Commissaire aux relations extérieures devrait être approfondie dans le cadre du débat plus large sur les institutions.

### **iii. Conclusions**

24. Le vice-président Dehaene a souligné que le groupe avait travaillé dans le souci d'augmenter la compréhension mutuelle et de rapprocher les différentes positions en présence sur un certain nombre de questions. Les membres du groupe ont partagé un même objectif, à savoir identifier un terrain d'entente qui permettrait à l'Union de prendre des mesures en vue de mener une action plus efficace et plus cohérente. M. Dehaene a relevé qu'un certain nombre des recommandations du groupe avaient été largement soutenues par la plénière.

25. En réponse aux observations formulées, M. Dehaene a précisé que le recours au vote à la majorité qualifiée dans le cadre de la PESC devait être considéré comme un outil important de nature à contribuer à l'obtention de positions de consensus, que le fait que l'Union soit membre d'organisations internationales n'affecterait pas le statut des États membres dans ces organisations, et que les propositions concernant un service et une école de diplomatie de l'UE visaient à compléter, et non à remplacer, ce qui existe dans les États membres. Il a finalement confirmé que la solution consistant à ce qu'une seule et même personne assume les fonctions de HR et de Commissaire aux relations extérieures, qui figure dans les recommandations du rapport, avait été présentée afin de dégager un équilibre entre, d'une part, la nécessité de maintenir la distinction entre les dispositifs d'élaboration des politiques dans le cadre de la PESC et dans d'autres aspects des relations extérieures et, d'autre part, la nécessité de donner davantage de cohérence à l'ensemble de l'action extérieure de l'UE.
26. Le vice-président Dehaene a noté que le rôle du HR et les responsabilités de la Commission en matière de relations extérieures, ainsi que des questions spécifiques concernant la "double casquette", continueraient à être débattues dans le cadre du débat institutionnel plus large.

## Défense

### - Débat sur le rapport du groupe de travail VIII présidé par M. Barnier (CONV 461/02)

#### i. Présentation du rapport par M. Barnier

27. M. Barnier, président du groupe de travail VIII, a présenté son rapport (CONV 461/02). Il a souligné que la première partie du rapport se voulait descriptive; cela a son importance si les recommandations ultérieures sont à replacer dans un contexte. Vu la nature même du concept de défense, le groupe se devait tout particulièrement d'élaborer des recommandations qui soient à la fois réalistes et crédibles. Les membres du groupe ont abordé la question en partant de perspectives différentes. Néanmoins, la deuxième partie du rapport contient un certain nombre de recommandations qui ont été largement approuvées par le groupe; lorsque différents points de vue ont été exprimés, le rapport l'indique clairement. La grande diversité qui existe entre les États membres pour ce qui est des capacités, des contextes et des ambitions, qui se trouve d'ailleurs exprimée dans les contributions des membres du groupe,

a mis en lumière le besoin de flexibilité. Une partie essentielle du rapport est donc la section qui énonce des propositions sur le développement de formes spécifiques de coopération plus étroite entre les États membres qui souhaitent aller plus loin dans certains aspects de la PESD. M. Barnier s'est félicité de l'accord intervenu récemment sur les arrangements permanents entre l'Union et l'OTAN, qui a permis à l'Union de mener ses propres opérations dans l'ARYM et en Bosnie. Il a exposé les principales recommandations du groupe.

## ii. **Débat en plénière**

28. Au cours des débats, les résultats des travaux du groupe ont reçu un large soutien, de nombreux intervenants se ralliant totalement aux recommandations figurant dans le rapport. Plusieurs orateurs ont souligné l'importance du rappel des objectifs globaux de la PESD, fait dans le rapport, et en particulier le fait que les recommandations du groupe ne sont pas conçues pour faire de l'Union une alliance militaire. Quelques intervenants ont souligné qu'il fallait que la PESD continue à faire partie de la PESC de l'Union; pour certains, cela signifie que le traité constitutionnel ne devrait pas contenir de chapitre séparé consacré à la défense. Un intervenant n'a pas pu soutenir le rapport, considérant que les questions de défense et de sécurité relèvent des différents États membres et de l'OTAN. Un autre a déploré toute mesure visant à développer la PESD, et s'est prononcé au contraire pour une démilitarisation de l'Union.
29. Les recommandations du rapport sur l'actualisation des missions de Petersberg ont été soutenues par la grande majorité des intervenants. Un membre a demandé qu'il soit confirmé que l'ajout du concept de "prévention des conflits" ne permettrait pas à l'Union de prendre des mesures militaires préventives. Les membres ont également largement soutenu les propositions avancées pour assurer davantage de cohérence et d'efficacité dans l'exécution des opérations de gestion des crises. Plusieurs ont bien accueilli la recommandation visant à renforcer le rôle du Haut Représentant dans les opérations de gestion des crises; certains ont souligné (comme indiqué dans le rapport) que le Haut Représentant devrait agir sous l'autorité du Conseil, et en contact étroit et permanent avec le COPS, et que tout nouveau dispositif devrait respecter l'intégrité du commandement militaire.

30. La suggestion visant à créer un fonds pour financer les étapes préparatoires des opérations de gestion des crises a reçu un large soutien. Un intervenant a souligné l'importance de trouver une solution à la question du financement des coûts communs pour les aspects militaires des opérations des gestion des crises.
31. Un certain nombre d'intervenants se sont félicités des recommandations visant à faciliter la flexibilité dans la prise de décision. D'autres se sont cependant inquiétés du fait que les arrangements visant à encourager la flexibilité pourraient être source de divisions. Il a notamment été suggéré que ces arrangements devraient se fonder sur les institutions actuelles de l'Union. Plusieurs intervenants ont soutenu la proposition visant à établir une forme de coopération plus étroite (dans l'optique de ce qui se fait pour la zone euro) pour les États membres qui le souhaitent. Certains intervenants ont souligné l'importance de fixer des critères pour la participation, mais l'un d'entre eux a insisté pour que ces critères soient conçus de manière à ne pas exclure les États membres dont les ressources militaires sont plus limitées. Un certain nombre d'intervenants se sont prononcés pour l'extension de la coopération renforcée à la PESD. D'autres se sont cependant montrés plus prudents, et ont demandé que l'on poursuive la réflexion. Un orateur a insisté en particulier sur le fait que les tâches qui sont déjà prévues par le traité (par ex. les missions de Petersberg) doivent rester soumises à l'approbation pleine et entière de l'UE.
32. Les membres se sont largement déclarés favorables à l'introduction dans le traité d'une clause de solidarité qui prévoirait la mobilisation de tous les instruments de l'UE (y compris les moyens militaires et les structures de la PESD, mais également la coopération judiciaire et policière, la protection civile, le contrôle aux frontières, etc.) afin d'aider les États membres à faire face aux attentats terroristes sur le territoire de l'Union, en protégeant la population civile et les institutions démocratiques. Certains ont jugé important de respecter les paramètres prévus pour l'application de cette clause, comme cela figure dans le rapport du groupe.
33. Un certain nombre d'intervenants ont souhaité que l'on aille plus loin en étendant la portée de cette clause, et ont donc soutenu l'idée d'une "clause de solidarité et de sécurité commune", qui ne se limiterait pas à la menace terroriste. Plusieurs ont considéré que le futur traité devrait contenir une clause de défense collective, qui pourrait prendre la forme d'un protocole

ouvert aux États membres qui souhaiteraient y souscrire. Pour certains, cela permettrait d'intégrer dans l'UE les obligations résiduelles de l'UEO en matière de défense au titre de l'article V du traité de Bruxelles. Plusieurs intervenants se sont fermement opposés à ce que la défense collective soit intégrée dans l'UE. Un membre pourrait envisager que l'engagement de l'article V du traité UEO figure dans un protocole, pour autant que cette formule soit complétée par les dispositions de l'article IV du même traité.

34. La proposition visant à créer des pools d'unités civiles ou militaires spécialisées dans la protection civile a été bien accueillie. Un intervenant a demandé que soit confirmé que l'on pourrait y faire appel en cas de catastrophe naturelle.
35. La recommandation visant à établir une agence européenne d'armement et de recherche stratégique a reçu un soutien unanime. Plusieurs intervenants ont estimé que cela devrait aller de pair avec une ouverture plus grande des marchés dans le secteur de la défense, et conduire en fin de compte à la mise en place d'un marché intérieur à cet égard. Un membre a demandé que l'on révisé l'actuel article 296 afin d'y parvenir. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance de disposer de capacités suffisantes pour mener une PESD crédible, et se sont donc félicités des recommandations du groupe en vue d'un mécanisme d'évaluation des capacités. Il a notamment été souligné qu'il était plus important dans ce domaine de mesurer les résultats que les moyens. Un large consensus s'est dégagé autour de la recommandation visant à créer un Conseil des ministres de la défense.
36. Concernant les structures institutionnelles, un nombre considérable d'intervenants ont soutenu la recommandation visant à ce que le Haut Représentant reste chargé de la PESD. Plusieurs ont souligné qu'il importe qu'un contrôle parlementaire approprié soit exercé dans le domaine de la PESD. Certains ont estimé que ce contrôle appartenait essentiellement aux parlements nationaux (il a été suggéré que le rapport du groupe soit porté à l'attention des parlements nationaux). Quelques orateurs ont estimé qu'un rôle plus important devrait être dévolu au Parlement européen, en allant même jusqu'à envisager de rendre obligatoire l'approbation du PE avant de lancer une opération. Des questions ont été soulevées concernant l'avenir de l'Assemblée parlementaire de l'UEO au cas où les engagements résiduels de l'UEO seraient transférés à l'UE; certains ont suggéré que ce rôle soit assumé par le PE.

### iii. Conclusions

37. M. Barnier s'est félicité de l'accueil très favorable que la Convention a réservé au rapport du groupe. Sur plusieurs questions, le soutien aux recommandations du groupe a été presque total. En conclusion:

- a) un consensus s'est dégagé sur la proposition visant à actualiser les missions de Petersberg et sur les propositions visant à améliorer la cohérence et l'efficacité dans la gestion des crises;
- b) la Convention a très largement soutenu la clause de solidarité. Le libellé devrait en être rédigé avec soin dans le nouveau traité afin de faire la clarté sur la portée et l'éventail des instruments disponibles;
- c) la proposition en vue d'une agence d'armement/de capacités a été approuvée;
- d) la Convention plaide très largement pour que le Haut Représentant reste responsable de la PESD. Les futures discussions sur la question des arrangements institutionnels dans le cadre général de l'action extérieure (qui feront suite au débat sur le rapport du groupe VIII) devraient en tenir compte;
- e) aucun consensus ne s'est dégagé sur les suggestions visant à prévoir une certaine flexibilité tant dans le domaine de la gestion des crises que dans celui de la défense collective. On a cependant noté qu'un certain nombre de membres de la Convention demandaient avec insistance que l'on aille plus loin. Le Praesidium devra réfléchir à l'articulation entre des formes envisageables de coopération plus étroite et la portée d'une politique de défense à laquelle tous les membres de l'UE seraient associés, ainsi qu'à la nécessaire solidarité politique de tous;
- f) il existe une demande très nette pour que soit exercé un contrôle parlementaire adéquat, qui serait essentiellement le fait des parlements nationaux.

### **3. Heure des questions**

38. Il n'y a pas eu de questions.

## **II. PROCHAINE RÉUNION DE LA CONVENTION**

39. Le président a annoncé que la prochaine réunion de la Convention se tiendrait dans l'après-midi du lundi 20 janvier, et dans la matinée du mardi 21 janvier. Elle sera consacrée à la question du fonctionnement des institutions.

---

**Session plénière du 20 décembre 2002**

**LISTE DES ORATEURS**

**suivant l'ordre des interventions**

**Action extérieure - Défense**

**Débat sur le rapport du Groupe VII présidé par M. Dehaene (CONV 459/02)**

**Débat sur le rapport du Groupe VIII présidé par M. Barnier (CONV 461/02)**

M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen  
M. René van der LINDEN – Pays-Bas (Parlement)  
M. Peter HAIN – Royaume-Uni (Gouvernement)  
M. Louis MICHEL – Belgique (Gouvernement)  
M. Antonio VITORINO – Commission  
M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)  
Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)  
M. Andrew DUFF – Parlement européen  
M. Frans TIMMERMANS – Pays-Bas (Parlement)  
M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)  
M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)  
M. Hubert HAENEL - France (Parlement)  
Mme Lena HJELM-WALLEN - Suède (Gouvernement)  
Mme Marta FOGLER - Pologne (Parlement)  
*(Cartons bleus: Kiljunen, Serracino-Inglott, Hain, MacLennan, Kelemen)*  
M. Henning CHRISTOPHERSEN - Danemark (Gouvernement)  
M. Valdo SPINI - Italie (Parlement)  
M. John CUSHNAHAN – Parlement européen  
M. Michael ATTALIDES - Chypre (Gouvernement)  
M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)  
M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)  
M. Elmar BROK – Parlement européen  
M. Gijs de VRIES – Pays-Bas (Gouvernement)  
M. Klaus HÄNSCH – Parlement européen

M. Carlos CARNERO – Parlement européen  
 M. Peter SKAARUP - Danemark (Parlement)  
 M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)  
 M. Ivan KORCOK – République slovaque (Gouvernement)  
 M. John BRUTON - Irlande (Parlement)  
 Mme Linda McAVAN – Parlement européen  
 M. Ernâni LOPES - Portugal (Gouvernement)  
 M. Josep BORRELL - Espagne (Parlement)  
 M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)  
 M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)  
 M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)  
*(Cartons bleus: Hain, MacCormick)*  
 M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)  
 Mme Piia-Noora KAUPPI – Parlement européen  
 M. Alfonso DASTIS - Espagne (Gouvernement)  
 M. Henrik Dam KRISTENSEN - Danemark (Parlement)  
 M. Dominique de VILLEPIN - France (Gouvernement)  
 Mme Hanja MAIJ-WEGGEN – Parlement européen  
 M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)  
 Mme Maria Eduarda AZVEDO - Portugal (Parlement)  
 M. Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)  
 Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN – Parlement européen  
 M. Jan FIGEL – République slovaque (Parlement)  
 M. Ysar YAKIS - Turquie (Gouvernement)  
 M. Pronsias DE ROSSA – Irlande (Parlement)  
 M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)  
*(Cartons bleus: Fayot, Hain, van Eekelen, MacCormick)*  
 M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)  
 M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)  
 Mme Irena BELOHORSKÁ – République slovaque (Parlement)  
*(Carton bleu: Kiljunen)*  
 Mme Pervenche BERÈS – Parlement européen  
 M. Georges KATIFORIS - Grèce (Gouvernement)  
 M. Jacques SANTER - Luxembourg (Gouvernement)

Mme Teresa ALMEIDA GARRETT – Parlement européen

M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)

M. István SZENT-IVANYI - Hongrie (Parlement)

M. William ABITBOL – Parlement européen

Mme Gisela STUART – Royaume-Uni (Parlement)

M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)

M. Alejandro MUÑOZ ALONSO - Espagne (Parlement)

Mme Riitta KORHONEN - Finlande (Parlement)

M. Liviu MAIOR - Roumanie (Parlement)

M. Hennes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)

Mme Cristiana MUSCARDINI - Italie (Parlement)

M. Rihards PIKS - Lettonie (Parlement)

M. Jan KOHOUT – République tchèque (Gouvernement)

M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)

M. Kemal DERVIS - Turquie (Parlement)

*(Cartons bleus: Spini, Kiljunen, Dini)*

M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)

---